



Madame Ichanjou,

Merci beaucoup pour votre courrier d'interpellation, qui constitue la double occasion de vous apporter tout mon soutien et d'élargir le cas que vous présentez à l'ensemble du pays. Car l'ouverture d'une des plus grandes dark kitchens d'Europe représente un défi direct au monde pour lequel je m'engage : celui de l'harmonie entre les êtres humains et la nature. C'est pourquoi, dès le 4 mai, nous analysons la situation et diffusons votre pétition ([ici](#)).

Ma position est sans ambiguïté : je suis **hostile à l'ubérisation du monde**, et cela démarre par nos rues. On ne parle pas en l'espèce de restauration, mais d'usine alimentaire. Celle-ci entretient une concurrence déloyale, à base de dumping, qui liquide la restauration de proximité. Cela ne profite même pas aux coursiers, qui sont des **salariés déguisés** sans aucune couverture sociale, bénéficiaires d'une rémunération totalement variable d'un jour à l'autre et sujets à des accidents de circulation réguliers. Les dark kitchens favorisent en revanche des plateformes anglo-saxonnes qui ne **paient presque aucun impôt** et développent des algorithmes privés pour décider quel consommateur privilégier. Elles produisent une quantité **effroyable de déchets**, par l'emballage sous plastique et film alimentaire de tonnes de nourriture, portées dans des sacs plastiques et accompagnées de couverts jetables (et souvent jetés une fois franchi le pas de la porte). Finalement, les dark kitchens **pourrissent la vie des riverains**, qui subissent des nuisances sonores et olfactives, ainsi que des rejets d'émissions carbonées en bas de leurs fenêtres.

Si les dark kitchens fonctionnent néanmoins, c'est que le **pouvoir d'achat se rétracte** (gel des salaires, licenciements, hausse des prix alimentaires en grande surface, incapacité des maraîchers à se rendre sur les marchés au prix actuel de l'essence...). Le blocage des prix et la hausse des salaires représentent une manière de juguler le phénomène.

Quant à la mairie, elle a beau jeu de proclamer son impuissance : il s'agit bien des amis du maire, Les Républicains, qui ont adopté toutes les lois favorisant l'ubérisation (de l'invention du micro-entrepreneuriat en 2008 aux « chartes éthiques » de la loi mobilités en 2019). Ils déplorent les effets mais **continuent à chérir les causes**.

Une fois élu député, je m'attaquerai aux dark kitchens, à l'instar de l'action décisive de mon amie Leïla Chaïbi, députée européenne insoumise et animatrice de toutes les luttes sur le continent **pour désubériser nos vies**. La loi est déjà là : l'utilisation du statut de travailleur.se indépendant par les plateformes numériques alors qu'elles exercent un lieu de subordination sur les travailleuses et travailleurs est illégale ! De la Cour de Cassation

française (mars 2020) à la Cour d'appel de Paris (septembre 2021), chaque juridiction a systématiquement requalifié la relation professionnelle en contrat de travail. Évidemment, seule la précarité interdit aux coursiers et aux cuisiniers de se retourner contre la plateforme... Voici les grands axes de ma future action législative :

- Interdiction des dark kitchens
- Présomption de salariat pour tous les travailleurs de plateforme : au donneur d'ordre de prouver le caractère « indépendant » de l'activité
- Publication des algorithmes des plateformes, avec droit aux travailleuses et travailleurs de les contester et les réviser, à l'aide de data scientists externes (sur le principe de l'expertise auprès des CSE).
- Régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers, pour leur ouvrir l'accès à un salariat digne, hors des plateformes.

Si la municipalité pourrait agir en ce sens dès aujourd'hui, l'interdiction légale sur tout le territoire national par la loi des scooters thermiques après 23h30 requiert un travail d'évaluation avec mon équipe. J'échangerais bien volontiers avec vous sur ce dernier point, ou me rendrais en votre compagnie sur place lors de toute action de protestation.

En demeurant à votre disposition,
Amitiés,



Hadrien Clouet,
candidat de la NUPES – 1^e circonscription
de Haute-Garonne
Toulouse, le 16 mai 2022

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Clouet', written over a horizontal line.